

CHAPITRE I - Champ d'application

Art. 1 La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour les entreprises de courtage et agences d'assurances. Cette convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 16/3/1977 (n° d'enregistrement 4345/CO/307) dans son Chapitre II.

CHAPITRE II - Conditions de travail et de rémunérations

A - Classification de fonctions

Art. 2 La classification du personnel d'exécution des entreprises de courtage et agences d'assurances comme établi par la convention collective de travail du 1/11/1976 est révisée comme suit :

Catégorie 1

Age normal de départ: 21 ans.

Employés qui exécutent des travaux de soutien ou qui font du travail simple.

exemples :

- employés au courrier (réception, ouverture, tri sommaire et envoi du courrier);
- employés qui prennent des photocopies;
- employés qui archivent (simple classement numérique ou alphabétique);
- téléphonistes (d'une centrale simple uniquement).

Catégorie 2

Age normal de départ: 22 ans.

Employés qui accomplissent des tâches administratives consistant en l'exécution de travaux préparatoires ou de tâches quasiment identiques, similaires ou répétitives. Lorsqu'ils rencontrent des faits inconnus, ils prennent l'initiative de les signaler à leurs mandants.

exemples :

- secrétaires;
- employés qui calculent des tarifications simples;
- employés chargés de rédiger la correspondance simple et standardisée;
- téléphonistes qui, hormis l'utilisation d'une grande centrale téléphonique, s'occupent aussi de l'accueil des visiteurs et qui exécutent des tâches administratives simples;
- employés qui ont une connaissance élémentaire des programmes informatiques usuels (software) (traitement de texte/tableur/banque de données).

Catégorie 3

Age normal de départ: 24 ans.

Employés dont une expérience n'est pas indispensable. Ils sont chargés de l'exécution de travaux techniques moyens et/ou de la préparation et la vérification des travaux du personnel des catégories 1 et/ou 2.

exemples :

- employés de comptabilité, aides-comptables;



54663/60/307

- employés administratifs qui sont e.a. charges:
- **du suivi** administratif des dossiers **d'assurances**;
- de répondre aux questions venant, soit du client, soit des compagnies d'assurances;
- de la collaboration entre le client, les assureurs et les gestionnaires techniques;
- de l'**exécution** et le suivi de documents de toute nature.
- rédacteurs et tarificateurs de polices et avenants;
- employés chargés du calcul et/ou du **recouvrement** des primes;
- employés chargés du règlement des sinistres courants;
- employés ayant à **rédiger** une correspondance **variée**, soit **spontanément**, soit sur indications sommaires;
- traducteurs bilingues de textes courants;
- employés ayant une connaissance approfondie des programmes informatiques usuels (software) (traitement de **texte/tableur/banque de données**).

Catégorie 4

Age normal de départ: 26 ans.

Employés dont une expérience (dans la branche et/ou dans l'entreprise) est requise et qui disposent **d'une** connaissance technique **élevée** qui leur permet **d'effectuer** des travaux complexes et de faire des analyses et d'en faire rapport au niveau de la direction. Ils sont capables de **superviser** les travaux des employés des trois **précédentes** catégories.

exemples :

- assistants commerciaux donnant un support aux commerciaux (e.a. pour le **portefeuille** existant ainsi que pour l'**extension** du **portefeuille** clientèle);
- secrétaires de direction;
- comptables;
- employés administratifs qui sont e.a. charges:
- **du suivi** administratif des dossiers **d'assurances**;
- de répondre aux questions venant, soit du client, soit des compagnies d'assurances;
- de la collaboration entre le client, les assureurs et les gestionnaires techniques;
- de l'**exécution** et le suivi de documents de toute nature.
- rédacteurs et tarificateurs de polices et avenants;
- employés chargés du règlement des sinistres demandant une initiative et des connaissances **particulières**;
- employés du service du personnel ayant connaissance des dispositions **légales** et **réglementaires** d'ordre social;
- traducteurs de textes **compliqués**;
- employés chargés de la réception des clients en vue de fournir des renseignements **d'ordre** technique;
- **informaticiens**.

Art. 3 Chaque employeur est tenu d'informer chaque **travailleur/euse** du **titre** de la **fonction** qu'il/elle exerce et de la **catégorie** y **afférente** qu'il aura déterminée. A cette fin il fera autant que possible référence à un ou plusieurs exemples de fonctions indicatives reprises à l'**Art. 2**.

Art. 4 Cette nouvelle classification de fonctions entre en vigueur en date du 1/4/2000 pour tous les travailleurs des entreprises de courtage et agences d'assurances. Elle abroge et remplace la classification de fonctions du 01/11/1976 et toute classification de fonctions conventionnelle d'entreprise qui y **ferait** référence.

Art. 5 A leur engagement les **travailleurs/euses** se verront attribuer la **catégorie** de la fonction qu'ils exerceront. Leur rémunération est déterminée par les articles 7 à 16 de cette convention collective de travail.

Art. 6 Les travailleurs/euses engagés avant l'**âge** de départ des catégories **barémiques** seront **également** classifiés **selon** la fonction qu'ils occupent **réellement**. Leur rémunération est déterminée par les articles 15 et 16 de cette convention collective de travail.

B - Conditions de rémunération

64

Art. 7 Les salaires minimum mensuels par catégorie du personnel d'exécution sont établis comme suit a partir du 1/04/2000.

...

I	II	III	IV	
18				
19				
20				
21	44.208			
22	44.738	46.738		
23	45.275	47.440		
24	45.819	48.151	50.651	
25	46.460	48.873	51.411	
26	47.111	49.558	52.182	54.182
27	47.770	50.251	52.965	55.266
28	48.487	50.955	53.759	56.371
29	49.214	51.719	54.566	57.780
30	49.854	52.495	55.384	59.225
31	50.502	53.178	56.492	60.705
32	51.057	53.869	57.339	62.223
33	51.619	54.461	58.486	63.468
34	52.135	55.060	59.363	64.737
35	52.657	55.611	59.957	66.032
36	52.920	55.889	60.557	67.022
37	53.184	56.169	61.162	68.027
38	53.450	56.449	61.774	69.048
39	53.718	56.732	62.391	69.738
40	53.986	57.015	63.015	70.436
41	54.418	57.300	63.646	71.140
42	54.418	57.873	64.282	71.851
43	54.799	57.873	64.925	72.570
44	54.799	58.452	65.574	73.296
45	55.183	58.452	65.574	74.029
46	55.183	59.037	66.230	75.509
47	55.514	59.037	66.230	75.509
48	55.514	59.627	66.892	76.453
49	55.847	59.627	66.892	76.453
50	55.847	60.223	67.561	77.294
51	56.126	60.223	67.561	77.294
52	56.126	60.826	68.237	78.144
53	56.407	60.826	68.237	78.144
54	56.407	61.434	68.919	79.004
55	56.689	61.434	68.919	79.004
56	56.689	62.048	69.608	79.794
57	56.972	62.048	69.608	79.794
58	56.972	62.669	70.304	80.592
59	57.257	62.669	70.304	80.592
60	57.257	63.295	71.007	81.398
61	57.543	63.295	71.007	81.398
62	57.543	63.928	71.717	82.212
63	57.831	63.928	71.717	82.212
64	57.831	64.568	72.435	83.034
65	58.120	64.568	72.435	83.034

Art. 8 Les salaires minimum mensuels sont lies a l'indice des prix a la consommation selon les dispositions prevues aux art. 34 a 37 compris de la convention collective de travail du 1/11/1976.

art.9 Les nouveaux baremes et classifications entrent en vigueur le 01/04/2000. Les augmentations dues pourront etre limitees a 50 % au 01/04/2000; la moitie du solde sera accordee au plus tard le 01/04/2001 et le solde au plus tard le 01/04/2002.

Art. 10 Adaptation des salaires reels a la nouvelle classification: Cet article concerne les travailleurs/euses qui en date du 01/04/2000, apres l'instauration des nouveaux baremes et categories sectoriels perçoivent un salaire reel mensuel brut plus élevé que le montant du a cet

age-la.

Dans la nouvelle categorie, leur salaire reel sera maintenu et ils auront droit a une demi annale jusqu'au moment ou leur salaire reel est rattrapé par le salaire du a leur age et dans la nouvelle categorie.

Art. 11 En cas d'augmentation forfaitaire du R.M.M.M..G. autre que due a l'indexation, les presents baremes seront revus, afin de maintenir un équilibre equitable entre les diverses categories de meme que la progression procentuelle annuelle en categorie 1.

Art. 12 En aucun cas le salaire minimum mensuel brut apres la date d'introduction des nouveaux baremes (1/4/2000) ne sera inférieure au salaire minimum mensuel brut antérieur a cette date.

Art. 13 Les barèmes, catégories et classifications d'entreprises conventionnés plus favorables restent intégralement en vigueur.

Art. 14 A leur engagement les travailleurs/euses seront remuneres selon la categorie de la fonction qu'ils exerceront, cependant durant la période d'essai et/ou de formation (max. 12 mois) ; le salaire minimum mensuel pourra être calculé a un taux 90 %

Art. 15 Les travailleurs/euses engages avant 21 ans seront paves au taux dégressif de 5 %, par année soustraite, du salaire minimum mensuel de depart de la categorie correspondante a leur fonction.

Art. 16 Entre l'âge de 21 ans et l'âge normal de depart de la categorie considerée, le salaire minimum mensuel s'obtient en enlevant autant de fois 1 % au salaire minimum mensuel de depart qu'il y a d'années de difference entre ces âges.

C - PROCEDURE DE CONTESTATION

Art. 17 Tout travailleur/euse a le droit de contester le titre de fonction et/ou la categorie qui lui est attribué. A cette fin, il dispose d'un délai d'un mois apres communication de sa fonction et de sa categorie pour transmettre sa contestation duement motivee a son employeur. L'employeur dispose au total d'un mois pour organiser un entretien avec le travailleur/euse et ensuite remettre son avis circonstancié. A sa demande, le travailleur peut se faire assister d'un délégué syndical.

Art. 18 Si le travailleur/euse n'accepte pas le résultat de l'entretien, il dispose d'un mois pour transmettre sa demande d'appel externe duement motivee au President de la commission paritaire des entreprises de courtage et agences d'assurances par lettre recommandée. Le President de la commission paritaire soumet cette demande aux membres du Bureau de conciliation de la commission paritaire.

Art. 19 Aux fins d'émettre son avis, le Bureau de conciliation disposera d'une description de fonction sommaire qui aura autant que faire se peut l'aval de l'appelant et de son superieur hierarchique. Elle disposera également de tout autre element qu'elle jugera nécessaire, y compris l'audition de l'appelant et de son superieur hierarchique.

Art. 20 Sauf avis contraire, une adaptation de categorie barémique consecutive a une contestation est due rétro-activement a la date d'entrée en vigueur de la categorie initialement attribuée.

D - Maintenance de la classification de fonctions

Art. 21 Les parties signataires conviennent de tenir la liste des fonctions indicatives périodiquement a jour afin de maintenir l'actualisation de la classification de fonctions.

E - Durée du travail

02

41	1,008	1,005	1,010	1,010
42	1,000	1,010	1,010	1,010
43	1,007	1,000	1,010	1,010
44	1,000	1,010	1,010	1,010
45	1,007	1,000	1,000	1,010
46	1,000	1,010	1,010	1,020
47	1,006	1,000	1,000	1,000
48	1,000	1,010	1,010	1,013
49	1,006	1,000	1,000	1,000
50	1,000	1,010	1,010	1,011
51	1,005	1,000	1,000	1,000
52	1,000	1,010	1,010	1,011
53	1,005	1,000	1,000	1,000
54	1,000	1,010	1,010	1,011
55	1,005	1,000	1,000	1,000
56	1,000	1,010	1,010	1,010
57	1,005	1,000	1,000	1,000
58	1,000	1,010	1,010	1,010
59	1,005	1,000	1,000	1,000
60	1,000	1,010	1,010	1,010
61	1,005	1,000	1,000	1,000
62	1,000	1,010	1,010	1,010
63	1,005	1,000	1,000	1,000
64	1,000	1,010	1,010	1,010
65	1,005	1,000	1,000	1,000

PARITAIR COMITÉ VOOR DE MAKELARIJ EN
VERZEKERINGSAGENTSCHAPPEN

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 20 MAART 2000

HOOFDSTUK I: TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze **collectieve arbeidsovereenkomst** is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen welke ressorteren onder het **Paritair Comité** voor de **makelarij en verzekeringsagentschappen**. Deze collectieve arbeidsovereenkomst **vervangt** de collectieve arbeidsovereenkomst van 16/3/1977 (registratienr. 4345/CO/307) Hoofdstuk II.

HOOFDSTUK II: LOON- EN ARBEIDSVOORWAARDEN

A. Functieclassificatie

Artikel 2

De **classificatie** van het **uitvoeringspersoneel** van de ondernemingen voor de makelarij en de verzekeringsagentschappen, **zoals bepaald bij** collectieve arbeidsovereenkomst van 1/11/1976 wordt **als volgt** herzien:

Categorie 1

Normale aanvangsleeftijd: 21 jaar

Bedienden die **ondersteunende** taken of eenvoudige arbeid verrichten.

Voorbeelden:

- bedienden **belast** met de post (**ontvangst**, openen, summier sorteren en verzenden van **briefwisseling**);
- bedienden die fotokopies nemen;
- bedienden die **archiveren** (eenvoudig **numeriek** of **alfabetisch** klassement);
- **telefonisten/telefonistes** (enkel van een eenvoudige **centrale**).

Categorie 2

Normale aanvangsleeftijd: 22 jaar

Bedienden die **administratieve** taken verrichten, **bestaande** uit de **uitvoering** van voorbereidende werken of vrijwel **identieke, gelijkaardige of repetitieve werkzaamheden**. Wanneer zij op **onbekende** feiten **stuiten** nemen zij het **initiatief** die aan hun mandaatgevers te melden.

Voorbeelden:

- secretarissen/secretaresen;
- bedienden die eenvoudige tarifieringen berekenen;



54.663 / 6 / 307

- bedienden **belast** met het opstellen van eenvoudige en **gestandaardiseerde** briefwisseling;
- **telefonisten/telefonistes die**, buiten de **bediening** van een grote **telefooncentrale**, ook **verantwoordelijk zijn** voor het onthaal van bezoekers en die eenvoudige **administratieve taken uitvoeren**;
- bedienden die een **elementaire kennis bezitten** van courante **computerprogrammatuur (tekstverwerking/rekenblad/databank)**.

Categorie 3

Normale **aanvangsleeftijd**: 24 jaar

Bedienden voor wie **ervaring niet noodzakelijk** is. Zij zijn belast met de **uitvoering** van **middelmatig technische** taken **en/of** de voorbereiding en het nazicht van de taken van het personeel van de categorieën 1 **en/of** 2.

Voorbeelden:

- bedienden van de **boekhouding, hulp-boekhouders/-houdsters**;
- administratieve bedienden die o.a. belast zijn met
 - de administratieve opvolging van de verzekeringsdossiers;
 - het **beantwoorden** van vragen komende, **hetzij** van de client, **hetzij** van de **verzekeringsmaatschappijen**;
 - de samenwerking **tussen** de client, de verzekeraars en de technische **beheerders**;
 - de uitvoering en de opvolging van allerlei **documenten**;
- opstellers en **tarifeerders** van polissen en **aanhangsels**;
- bedienden belast met de **berekening en/of** de invordering van premies;
- bedienden belast met de regeling van gewone **schadegevallen**;
- bedienden belast met het opstellen van allerlei **briefwisseling**, **hetzij spontaan**, **hetzij** met summiere **gegevens**;
- **tweetalige vertalers** van gewone **teksten**;
- bedienden met een grondige kennis van courante computerprogrammatuur (**tekstverwerking/rekenblad/databank**).

Categorie 4

Normale **aanvangsleeftijd**: 26 jaar

Bedienden van wie ervaring (in de branche **en/of** de **onderneming**) wordt gevraagd en die **beschikken** over gevorderde **technisch** kennis die hen toelaat complexe **werkzaamheden** uit te voeren en analyses te **maken** en erover te rapporteren aan de **directie**. Zij zijn in **staat** de werkzaamheden van de bedienden van de drie vorige categorieën te **superviseren**.

Voorbeelden:

- **commerciële** assistenten die steun **bieden** aan het commercieel personeel (o.a. voor de **bestaande** portefeuille alsook voor de **uitbreiding** van de **cliëntenportefeuille**);

- **directiesecretarissen/-secretaresen**;

- boekhouders/-houdsters;

- **administratieve bedienden** die o.a. **belast zijn met**:

▫ de administratieve opvolging van de verzekeringsdossiers;

▫ het **beantwoorden** van vragen komende, **hetzij** van de **cliënt**, **hetzij** van de **verzekeringsmaatschappijen**;

▫ de samenwerking **tussen** de **cliënt**, de verzekeraars en de **technische** beheerders;

▫ de **uitvoering** en de opvolging van allerlei documenten;

- opstellers en **tarifeerders** van polissen en **aanhangsels**;

- bedienden belast met de regeling van schadegevallen die **initiatief** en **bijzondere kennis** vergen;

- bedienden van de personeelsdienst met kennis van de **wettelijke** en **reglementaire bepalingen** van sociale aard;

- **vertalers** van ingewikkelde **teksten**;

- bedienden belast met het **onthaal** van **cliënten om** technische **inlichtingen** te **verstrekken**;

- **informatici**.

Artikel 3

Elke werkgever is verplicht **elke** werknemer/-neemster in te **lichten** over de **functie** die **hij/zij** uitoefent en de **bijbehorende categorie** die **hij** bepaald heeft. Daartoe zal **hij** zoveel **mogelijk verwijzen** naar een of meer **voorbeeldfuncties** genoemd in **artikel 2**.

Artikel 4

Deze **nieuwe functieclassificatie** treedt in werking op **1/4/2000** voor **alle werknemers/-neemsters** van de ondernemingen voor de **makelarij** en de **verzekeringsagentschappen**. Zij **vernietigt** en **vervangt** de functieclassificatie van **1/11/1976** en elke **funciteclassificatie** bij **ondernemingsovereenkomst** die ernaar **verwijst**.

Artikel 5

Bij hun **indienstneming** wordt aan de **werknemers/-neemsters** de **categorie** van de functie die **zij** uitoefenen toegekend. Hun **beloning** wordt bepaald bij **artikels 7 tot 16** van deze **collectieve arbeidsovereenkomst**.

Artikel 6

De werknemers/-neemsters die in dienst werden genomen voor de **aanvangsleeftijd** van de loonschalen zullen geclassificeerd worden volgens de functie die zij werkelijk uitoefenen. Hun **beloning** wordt bepaald bij **artikels 15 en 16** van deze **collectieve arbeidsovereenkomst**.

6. Loonvoorwaarden

Artikel 7

De **minimummaandlonen** per personeelscategorie worden **als volgt** vastgesteld vanaf 1/4/2000:

Leeftijd	I	II	III	IV
18				
19				
20				
21	44 208			
22	44 738	46 738		
23	45 275	47 440		
24	45 819	48 151	50 651	
25	46 460	48 873	51 411	
26	47 111	49 558	52 182	54 182
27	47 770	50 251	52 965	55 266
28	48 487	50 955	53 759	56 371
29	49 214	51 719	54 566	57 780
30	49 854	52 495	55 384	59 225
31	50 502	53 178	56 492	60 705
32	51 057	53 869	57 339	62 223
33	51 619	54 461	58 486	63 468
34	52 135	55 060	59 363	64 737
35	52 657	55 611	59 957	66 032
36	52 920	55 889	60 557	67 022
37	53 184	56 169	61 162	68 027
38	53 450	56 449	61 774	69 048
39	53 718	56 732	62 391	69 738
40	53 986	57 015	63 015	70 436
41	54 418	57 300	63 646	71 140
42	54 418	57 873	64 282	71 851
43	54 799	57 873	64 925	72 570
44	54 799	58 452	65 574	73 296
45	55 183	58 452	65 574	74 029
46	55 183	59 037	66 230	75 509
47	55 514	59 037	66 230	75 509
48	55 514	59 627	66 892	76 453
49	55 847	59 627	66 892	76 453
50	55 847	60 223	67 561	77 294
51	56 126	60 223	67 561	77 294

52	56 126	60 826	68 237	78 144
53	56 407	60 826	68 237	78 144
54	56 407	61 434	68 919	79 004
55	56 689	61 434	68 919	79 004
56	56 689	62 048	69 608	79 794
57	56 972	62 048	69 608	79 794
58	56 972	62 669	70 304	80 592
59	57 257	62 669	70 304	80 592
60	57 257	63 295	71 007	81 398
61	57 543	63 295	71 007	81 398
62	57 543	63 928	71 717	82 212
63	57 831	63 928	71 717	82 212
64	57 831	64 568	72 435	83 034
65	58 120	64 568	72 435	83 034

Artikel 8

De **minimummaandlonen** worden gekoppeld aan het indexcijfer der **consumtieprijzen** volgens de bepalingen vervat in **artikels 34 t/m 37** van de **collectieve arbeidsovereenkomst** van 1/11/1976.

Artikel 9

De **nieuwe loonschalen en classificaties** treden in werking op 1/4/2000. De verschuldigde loonsverhogingen **kunnen** worden **beperkt** tot 50 % op 1/4/2000; de **helft** van het **saldo zal** toegekend worden ten **laatste** op 1/4/2001 en de rest ten **laatste** op 1/4/2002.

Artikel 10

Aanpassing van de **reële lonen** aan de nieuwe **classificatie**:

Dit **artikel** betreft de **werknemers/-neemsters** die op datum van 1/4/2000, na de invoering van de nieuwe **sectorale loonschalen en categorieën**, een reeel loon **ontvangen** dat **hoger** is dan het **bedrag** verschuldigd op die **leeftijd**.

In de nieuwe **categorie** zal hun loon **behouden blijven** en zullen zij recht hebben op een halve **jaarlijkse verhoging** tot op het moment dat hun reeel loon zal **bijgehaald** worden door het verschuldigde loon op hun leeftijd en in de nieuwe categorie.

Artikel 11

In **geval** van **forfaitaire** verhoging van het GGMMI, buiten die wegens **indexering**, worden deze loonschalen **herzien** teneinde een billijk evenwicht te behouden **tussen** de **verschillende** categorieën alsook de jaarlijkse **procentuele** progressie in categorie 1.

Artikel 12

In geen geval zal het **minimummaandloon** na de **invoeringsdatum** van de nieuwe loonschalen (1/4/2000) lager zijn dan het bruto minimummaandloon voor die datum.

Artikel 13

De loonschalen, categorieën en classificaties in de ondernemingen met een **gunstigere overeenkomst** blijven integraal van kracht

Artikel 14

Bij hun **indiensttreding** zullen de werknemers/-neemsters **beloond** worden volgens de categorie van de functie die zij zullen uitoefenen. Evenwel, gedurende de **proef- en/of vormingsperiode** (max. 12 maanden), kan het **minimummaandloon** berekend worden aan 90 %.

Artikel 15

De werknemers/-neemsters, in dienst genomen voor 21 jaar, zullen **betaald** worden aan een **percentage, afnemend met 5 % per afgetrokken jaar**, van het minimum aanvangsmaandloon van de met hun functie overeenstemmende categorie.

Artikel 16

Tussen de **leeftijd** van 21 jaar en de **normale aanvangsleeftijd** van bedoelde categorie wordt het **minimummaandloon** **bekomen** door zoveel **maal 1 %** van het **minimummaandloon** voorzien voor de **aanvangsleeftijd**, af te **trekken als** er jaren **verschil** tussen deze leeftijden zijn.

C. Betwistingsprocedure

Artikel 17

Elke werknemer/-neemster heeft het recht de **titel** van de functie en/of de categorie die hem wordt toegekend aan te **vechten**. Daarvoor **beschikt hij** over een termijn van een maand na de mededeling van zijn functie en zijn categorie om zijn met redenen omkleed **bezwaar** aan zijn werkgever over te **maken**. De werkgever beschikt in **totaal** over een maand om een onderhoud te **beleggen** met de werknemer/-neemster en **vervolgens** een **gemotiveerd** advies uit te brengen. Op zijn vraag kan de werknemer/-neemster zich **laten bijstaan** door een **syndicale** afgevaardigde.

Artikel 18

Indien de werknemer/-neemster het **resultaat** van het onderhoud **niet** aanvaardt beschikt hij over een maand om zijn met redenen omklede vraag om extern hoger **beroep** over te maken aan de **Voorzitter** van het **Paritair Comite** voor de makelarij en **verzekeringsagentschappen**, per aangetekend **schrijven**. De Voorzitter van het Paritair Comite voor de makelarij en verzekeringsagentschappen **legt** deze vraag voor aan de **leden** van het **verzoeningsbureau** van het Paritair Comite.

Artikel 19

Teneinde zijn advies uit te brengen zal het verzoeningsbureau **beschikken** over een **summiere functiebeschrijving** die, voor zover **mogelijk**, de goedkeuring gekregen heeft van de vrager en van zijn hiërarchische overste. Het zal eveneens beschikken over elk ander element dat het **nuttig acht**, met inbegrip van het horen van de vrager en zijn hiërarchische overste.

Artikel 20

Behoudens afwijkend advies is de **aanpassing** van een loonschaalcategorie tengevolge van een **betwisting** verschuldigd met terugwerkende kracht vanaf de datum van **inwerkingtreding** van de **oorspronkelijk** toegekende categorie.

D. Bijwerken van de functieclassificatie

Artikel 21

De ondertekenende **partijen** komen overeen de **lijst van voorbeeldfuncties** periodiek bij te werken zodat de functieclassificatie **actueel** blijft.

E. Arbeidsduur

Artikel 22

De **maximumgrens** van de wekelijkse arbeidsduur wordt vastgesteld op 37 uur en dertig minuten vanaf 1/4/2000.

F. Verlof voor syndicale vorming

Artikel 23

Elke **representatieve werknemersorganisatie** beschikt over een krediet in dagen voor de vorming buiten de onderneming van haar afgevaardigden in de **ondernemingsraad**, het comite voor **preventie en bescherming** op het werk en de **vakbondsafvaardiging**. Dat krediet **bedraagt**, voor elke representatieve werknemersorganisatie, 6 dagen voor 4 jaar effectiefmandaat uitgeoefend door een van haar **aangeslotenen** in de **ondernemingsraad**, het comite voor preventie en bescherming op het werk en de vakbondsafvaardiging.

Dat krediet in dagen kan gebruikt worden door de gewone **leden** van die organen zonder dat een van **zijn leden** **daarvoor**, en voor het geheel van **zijn dagenkrediet** voor **syndicale vorming**, **meer dan 28 dagen** kan gebruiken over een periode van 4 jaren.

HOOFDSTUK III: PARITAIR FONDS

Artikel 24

Er wordt een **Paritair Fonds** ter bevordering van de **werkgelegenheid** en de vorming in de ondernemingen voor **makelarij** en de **verzekeringsagentschappen** opgericht met het **dubbel doel** de **ondersteuning** van de **werkgelegenheidsbevorderende** en vormingsprojecten te en van de **projecten** van de **patroonsorganisaties** ter bevordering van de sector.

Artikel 25

Voor het jaar 2000 zal een **bijdrage** van 0,10 % **geïnd** worden voor de ondersteuning van de vormingsprojecten (risicogroepen, **overeenkomstig** de C.A.O. van 15/6/1999) en **bovendien** 0,15 % voor de ondersteuning van de projecten van de patroonsorganisaties.

Artikel 26

De **statuten** van het Fonds zullen het **voorwerp uitmaken van een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst.**

HOOFDSTUK IV: SLOTBEPALING

Artikel 27

Deze collectieve arbeidsovereenkomst **heeft uitwerking op 1/4/2000** en is **gesloten** voor onbepaalde **tijd.**

Artikel 28

De **overeenkomst** kan opgezegd worden door **elke** ondertekenende **partij, mits** een opzegperiode van drie **maanden**, die ten vroegste ingaat op 1/10/2000.



Bijlage: Tabel van de loonschaalspanning

leeftijd	1 %	2 %	3 %	4 %
18				
19				
20				
21				
22	1,012			
23	1,012	1,015		
24	1,012	1,015		
25	1,014	1,015	1,015	
26	1,014	1,014	1,015	
27	1,014	1,014	1,015	1,020
28	1,015	1,014	1,015	1,020
29	1,015	1,015	1,015	1,025
30	1,013	1,015	1,015	1,025
31	1,013	1,013	1,020	1,025
32	1,011	1,013	1,015	1,025
33	1,011	1,011	1,020	1,020
34	1,010	1,011	1,015	1,020
35	1,010	1,010	1,010	1,020
36	1,005	1,005	1,010	1,015
37	1,005	1,005	1,010	1,015
38	1,005	1,005	1,010	1,015
39	1,005	1,005	1,010	1,010
40	1,005	1,005	1,010	1,010
41	1,008	1,005	1,010	1,010
42	1,000	1,010	1,010	1,010
43	1,007	1,000	1,010	1,010
44	1,000	1,010	1,010	1,010
45	1,007	1,000	1,000	1,010
46	1,000	1,010	1,010	1,020
47	1,006	1,000	1,000	1,000
48	1,000	1,010	1,010	1,013
49	1,006	1,000	1,000	1,000
50	1,000	1,010	1,010	1,011
51	1,005	1,000	1,000	1,000
52	1,000	1,010	1,010	1,011
53	1,005	1,000	1,000	1,000
54	1,000	1,010	1,010	1,011
55	1,005	1,000	1,000	1,000
56	1,000	1,010	1,010	1,010
57	1,005	1,000	1,000	1,000
58	1,000	1,010	1,010	1,010
59	1,005	1,000	1,000	1,000
60	1,000	1,010	1,010	1,010

61	1,005	1,000	1,000	1,000
62	1,000	1,010	1,010	1,010
63	1,005	1,000	1,000	1,000
64	1,000	1,010	1,010	1,010
65	1,005	1,000	1,000	1,000